

Motion de l'IREST : Institut de Recherche et d'Études Supérieures du Tourisme de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. 30/04/2018

Le personnel enseignant et administratif de l'IREST (Institut de Recherche et d'Études Supérieures du Tourisme) réuni le 30 avril a voté la motion suivante à la majorité:

Nous affirmons notre opposition à la loi ORE (loi relative à l'orientation et à la réussite des étudiants du 8 mars 2018) qui remet en cause l'accès de droit des bacheliers et bachelières aux études universitaires supérieures de leur choix. Nous exprimons notre attachement à une université ouverte à toutes et tous, et dont deux des missions essentielles sont la formation et la diffusion des savoirs, de la culture et des résultats de la recherche scientifique. Définir des capacités d'accueil en fonction des "perspectives d'insertion professionnelle" est une grave remise en cause de la diversité des valeurs et missions de l'université.

Bien que l'IREST ne soit pas confronté directement à la mise en œuvre de la loi ORE cette année (du fait de l'absence d'enseignements de L1), nous tenons à exprimer notre solidarité vis-à-vis des collègues et composantes qui choisissent de résister à une telle sélection en refusant de classer les candidats.

Nous exprimons en outre notre inquiétude vis-à-vis de la tenue d'examens dans des conditions satisfaisantes au mois de mai à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. L'université est et doit rester un lieu de débat, d'émancipation et d'ouverture, or ces derniers jours elle se transforme en centre fermé, ultra-sécurisé et de tri de ses usagers (fouille des étudiants et du personnel avant de pouvoir entrer, forte présence policière et de services privés de sécurité), ce qui génère de fortes tensions entre les étudiants, les enseignants et les personnels. Il nous paraît inacceptable de tenir des examens dans ces conditions, dans des lieux surveillés par des forces de police, et avec le risque permanent de devoir déplacer les épreuves en temps ou en lieu en fonction des aléas d'ouverture des sites.

Nous regrettons que le gouvernement et les présidents d'université face à cette tension et à ces oppositions grandissantes ne puissent assurer qu'un débat ouvert ait lieu au sein même des établissements. Nous les appelons à renouer le dialogue avec la communauté universitaire dans son ensemble.

Nous souhaitons participer aux réflexions collectives visant à élaborer un véritable projet d'enseignement supérieur démocratique et de qualité.

Résultat du vote : 11 pour, 2 NPPV, 2 voix non exprimées.